

Pour le développement agricole et contre la faim



C'est avec beaucoup de réalisme que le gouvernement canadien aborde les problèmes de l'aide aux pays en voie de développement. La façon dont le ministre des affaires extérieures, M. Allan MacEachen, a présenté le dernier rapport annuel de l'Agence canadienne de développement international, organisme fédéral spécialisé, en donne un bon exemple. « Les rapports annuels, écrit-il, véhiculent traditionnellement un message positif et, à certains égards, celui-ci ne fait pas exception à la règle. Il apporte cependant, à qui sait lire entre les lignes, un message qui ne laisse pas d'inquiéter et d'émouvoir. C'est que, poursuit le ministre, les événements survenus au cours de l'année ont réduit à néant une bonne partie des progrès réalisés depuis une décennie par les peuples du tiers-monde et ébranlé leur confiance dans un avenir meilleur. Ni la fameuse "révolution verte" des années soixante, ni les secours alimentaires accrus des pays donateurs n'ont pu empêcher la famine de ravager l'Afrique et l'Asie. La demande dépassant l'offre, les prix des aliments ont atteint des niveaux inconcevables il y a quelques années à peine ». On examinera ici ce qu'est la contribution publique du Canada à l'effort de développement sur le plan agricole et alimentaire.

Secours d'urgence

Au cours de l'exercice budgétaire 1973-1974, le Canada a assuré des secours d'urgence (30,5 millions de dol-

lars) surtout en faveur des pays de la zone sahéenne frappés par la sécheresse : Sénégal, Niger, Haute-Volta, Mauritanie, Mali, Tchad. Trois avions Hercules des forces canadiennes ont transporté des vivres de Lagos aux régions sinistrées. L'Éthiopie, située à l'extrémité orientale de la zone, a reçu également une aide alimentaire. D'autres fonds sont allés aux victimes des inondations au Pakistan, aux réfugiés de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh. Devant l'ampleur du désastre au Sahel, l'Agence canadienne de développement international a créé, il y a maintenant deux ans, un groupe d'études chargé de planifier l'aide immédiate et l'aide à moyen terme et à long terme.

Programme alimentaire mondial

Créé en 1963 sous l'égide des Nations unies, le Programme alimentaire mondial a permis de réaliser plus de six cents projets dans quatre-vingt-huit pays. L'année dernière, la contribution du Canada a été, avec 17 millions de dollars, la plus importante après celle des États-Unis. A ce titre aussi, le Canada est intervenu en faveur des pays d'Afrique touchés par la sécheresse. Les fonds ont servi à remédier à des pénuries d'aliments et de médicaments. C'est dans le cadre du programme que le Canada participe à l'effort des Nations unies destiné à soulager la misère : Office de secours et de travaux pour les réfugiés palestiniens, Haut commissariat pour les réfugiés. Le Canada a versé en parti-

culier un million de dollars pour les victimes de troubles politiques, dont la moitié en faveur des réfugiés du Soudan méridional.

Recherche agricole

Avec les succès obtenus, aux Philippines, par l'Institut international de recherches sur le riz, un intérêt croissant s'est manifesté, au cours des dix dernières années, pour les entreprises et centres internationaux comme moyens de développer la production agricole et l'économie même des pays à faible revenu. Après la création de plusieurs centres spécialisés (Mexique, Colombie, Nigeria, Pérou, etc.), un Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale a été créé il y a un peu plus de trois ans. Il sert de "forum" où les donateurs, dont le Canada, discutent des programmes des centres et en assurent le financement. Le groupe a soutenu les initiatives visant à créer de nouveaux centres de recherches (Inde, Kenya, Éthiopie). La contribution canadienne à la recherche agricole internationale a été, l'année dernière, de plus de trois millions de dollars.

L'apport du Canada aux divers programmes agricoles et alimentaires représente environ le tiers de l'aide budgétaire du gouvernement, qui est de 332 millions de dollars (environ 1,4 milliard de francs français) pour 1974-1975. Le total de l'aide publique canadienne s'élève cette année à 638 millions de dollars si l'on tient compte des prêts spéciaux et des avances aux institutions financières. ■